



L'heure du bilan a sonné !

Depuis un an, crise sanitaire et crise sociale s'aggravent mutuellement. On ne sortira de la crise et on n'évitera les suivantes qu'en construisant les solutions avec celles et ceux qui font concrètement le monde, les travailleur·ses, en partant des besoins de l'ensemble de la population et non de la volonté de préserver les intérêts de quelques-un·es. Cela passe bien sûr par la défense inconditionnelle de la santé et de la sécurité. Or, en la matière, l'État s'est avéré défaillant en ne tirant aucune leçon et en poursuivant dans le même sens : fermetures de lits dans les hôpitaux, personnel épuisé, méprisé, précarisé...

La Covid aura mis en lumière le fait que les revendications de ces dernières décennies sont légitimes ET réalisables. Mais la Macronie a choisi son camp. Tous ces versements de dividendes aux actionnaires, ces centaines de milliards d'aides débloqués sans contrepartie et multiplier dans le même temps les licenciements... Les entreprises du CAC 40 verseront cette année 34 milliards d'euros aux actionnaires tout en supprimant près de 60 000 postes dont un quart en France !

À cela s'ajoute l'orientation vers l'autoritarisme via des lois liberticides comme celle de la « Sécurité globale ». Mais les conquêtes sociales sont intimement liées aux libertés démocratiques. Vouloir s'attaquer aux unes revient fatalement à s'en prendre aux autres. Il est urgent d'apporter un plan de rupture avec ces politiques néo-libérales et liberticides.

L'intersyndicale Isère exige des mesures immédiates pour lutter contre ces crises :

un moratoire doit être mis en place sur toutes les mesures de restructuration, délocalisations et licenciements ;

l'arrêt de l'évasion fiscale, arrêt des cadeaux fiscaux aux entreprises, rétablissement de l'Impôt Sur la Fortune. La baisse de la TVA sur les produits de première nécessité ;

des mesures immédiates pour empêcher l'explosion de la pauvreté : un SMIC à 1800 €, l'augmentation immédiate de 300 € des salaires, traitements, pensions et minima sociaux et 10 % d'augmentation du point d'indice ;

les projets de réformes de l'assurance chômage et des retraites doivent être définitivement enterrés ;

le retrait de la loi sécurité globale...

Nous appelons à la cohérence, les leçons doivent être tirées. Pas question de profiter de la crise pour faire reculer les droits et les libertés et nous imposer une nouvelle cure d'austérité. Nous portons des propositions pour un véritable « plan de rupture » pour garantir le « plus jamais ça ! » et gagner la transformation en profondeur de notre société.

Nous appelons à l'action et à la mobilisation salarié·es, jeunes, retraité·es et les privé·es d'emploi !

La diversité des modes d'action nous permet dans les entreprises, les administrations et dans les territoires de faire entendre nos revendications dans le respect des exigences sanitaires. Si la situation sanitaire nous impose le masque, elle ne doit pas nous bâillonner !

**Le samedi 5 décembre 2020, contre les lois liberticides,
contre la précarité, pour l'emploi et les salaires !**

Manif à 14h devant la CCI de Grenoble